RÉNOVATION DES LYCÉES : UNE LISTE À LA LOUCHE ET SANS CRITÈRES OBJECTIFS

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

Ce lundi 9 novembre, le ministre s'est félicité de la constitution d'une liste de 200 lycées qualifiés de prioritaires pour la rénovation du bâti. Les représentant·es du personnel n'ont été ni associé·es à ce travail ni informé·es des critères retenus énoncés à la radio (une fois de plus…). Cette liste repose sur les retours d'une plateforme ouverte à la hâte pour éteindre la mobilisation lycéenne. On a rarement vu une telle mesure d'ampleur relevant du « premier arrivé, premier servi » et témoignant d'une incurie inacceptable. Publiée sur le site de la banque des territoires, elle est censée permettre aux Régions d'identifier les établissements pour lesquels il faudra qu'elles demandent un prêt à l'État.

Cette liste est indigne et profondément inégalitaire : 56 lycées sur 200 ont un IPS au-delà de 120 et certaines académies sont particulièrement favorisées. En revanche, les lycées professionnels ne sont que 10 sur 200, un seul lycée sur 11 à Mayotte et seuls 3 lycées sur 69 en Seine-Saint-Denis sont concernés. Si ces chiffres ne préjugent pas de l'état du bâti, ils interrogent sur les choix opérés. Au vu de ce que nous vivons dans nos établissements et des réactions des Régions (avec qui nous partageons rarement les mêmes analyses), des critères plus objectifs, transparents et fondés sur les réalités de terrain étaient nécessaires. Ainsi, de nombreux établissements pour lesquels les DUERP signalent des graves problèmes sont absents de la liste, alors que c'est un critère à disposition du ministère.

Dans une communication méprisante, Édouard Geffray se félicite d'avoir permis que *« pour la première fois, les lycéens ont un effet sur leur vie »*. Cette réécriture de l'histoire sociale du mouvement lycéen (mettant en valeur une plateforme improvisée pour contourner le débat d'un plan d'urgence pour l'école), reflète bien la course à l'abîme du ministère et traduit l'absence de politique ministérielle volontariste (au même titre que le plan canicule).

La CGT Éduc'action revendique un véritable plan d'urgence national de rénovation, fondé notamment sur l'important travail de l'Observatoire du bâti scolaire (état précis des bâtiments, du mobilier et des équipements, chiffrage des besoins de maintenance), mais aussi sur la consultation des personnels et l'analyse des DUERP. La santé et la sécurité des personnels et des élèves doivent enfin devenir une priorité, avec des financements publics à la hauteur des besoins.

Montreuil, le 12 novembre 2026

CGT Éduc'action
263, rue de Paris *Case 549* 93515 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 55 82 76 55
www.cgteduc.fr unsen@cgteduc.fr
@CGTEducactionofficiel
@cgteducaction
@cgteduc.fr